



GOUVERNEMENT

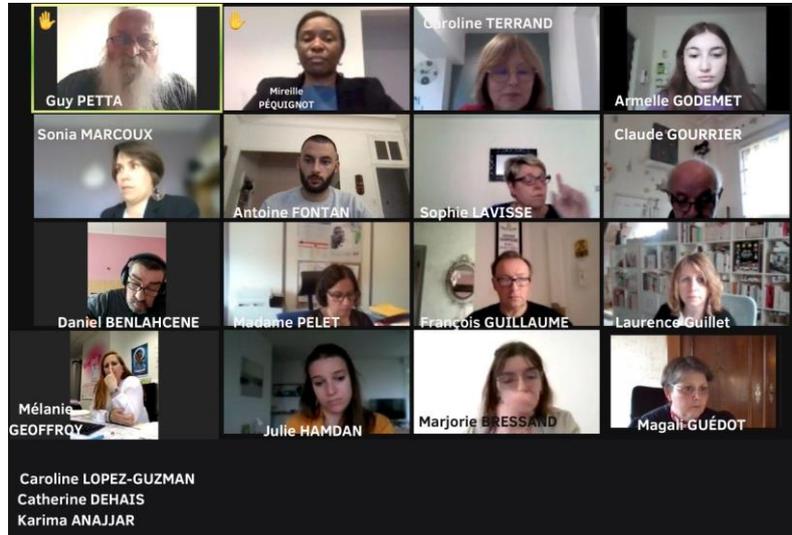
*Liberté
Égalité
Fraternité*

#AntiDiscriminations



Consultation citoyenne sur les discriminations

Rapport final



SOMMAIRE

DONNÉES QUANTITATIVES	9
DONNÉES DE PARTICIPATION	13
ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	31



Connexion

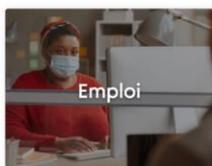
Consultation citoyenne sur les discriminations

À l'initiative du Président de la République, le Gouvernement engage une consultation citoyenne permettant à toutes et tous de débattre et de proposer des solutions pour lutter contre les discriminations.

[JE PARTICIPE](#)

Je participe

Choisissez ci-dessous la ou les thématiques sur lesquelles vous souhaitez participer :

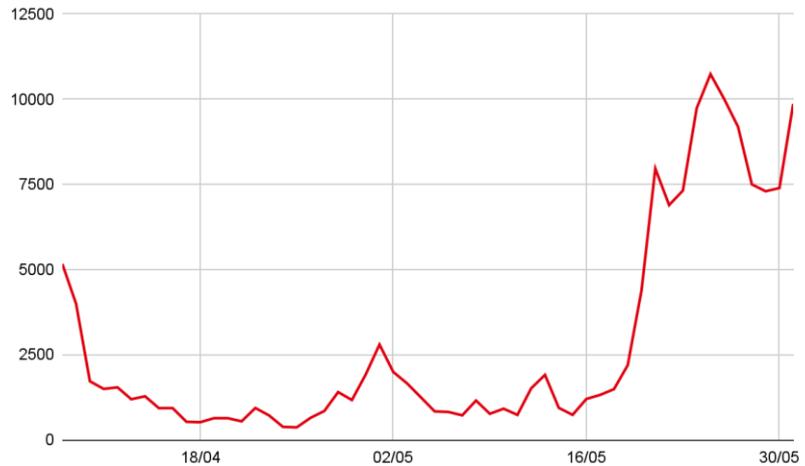
 <p>Emploi</p> <p>Je participe</p>	 <p>Logement</p> <p>Je participe</p>	 <p>Transports</p> <p>Je participe</p>	 <p>Sécurité</p> <p>Je participe</p>
 <p>Accès aux loisirs</p> <p>Je participe</p>	 <p>Accès aux services</p> <p>Je participe</p>	 <p>Accès aux soins</p> <p>Je participe</p>	 <p>Assurances, banques, mutuelles</p> <p>Je participe</p>

DONNÉES QUANTITATIVES

Données recueillies du 8 avril au 31 mai 2021

DONNÉES RELATIVES AU TRAFIC

134 732
visiteurs uniques



Évolution des visiteurs uniques

Pages les plus vues :

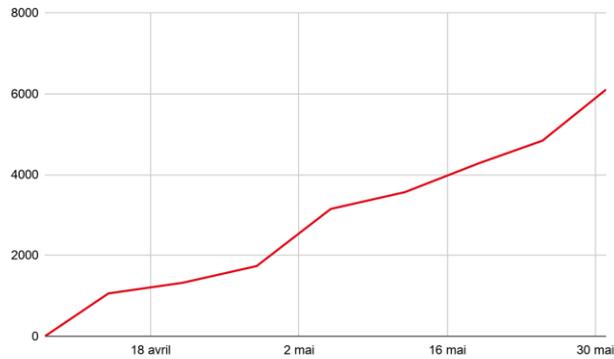
- 1 / Page "Je participe" : **22 190 visiteurs uniques**
- 2 / Consultation "Emploi" : **21 244 visiteurs uniques**
- 3 / Idée citoyenne "[Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs](#)" : **21 120 visiteurs uniques**
- 4 / Consultation "Sécurité" : **12 004 visiteurs uniques**
- 5 / Idée citoyenne "[Rétablissement du port d'arme citoyen](#)" (modérée pour "hors-sujet") : **9 252 visiteurs uniques**
- 6 / Consultation "Accès aux loisirs" : **7 172 visiteurs uniques**
- 7 / Consultation "Logement" : **6 773 visiteurs uniques**
- 8 / Consultation "Accès aux services" : **6 217 visiteurs uniques**
- 9 / Consultation "Accès aux soins" : **5 699 visiteurs uniques**
- 10 / Consultation "Transports" : **5 332 visiteurs uniques**

Origine des visiteurs :

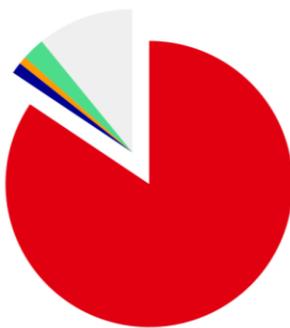
- Direct** : 44%
- Réseaux sociaux** : 43,2%
- Sources externes** : 8,6%
- Moteurs de recherche** : 4,1%

DONNÉES RELATIVES AUX INSCRITS

6 103 inscrits



Évolution des inscrits



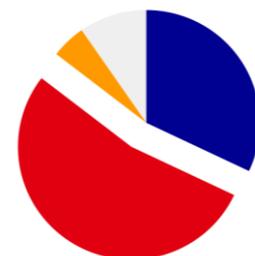
84,4% de citoyens

Inscrits par statut :

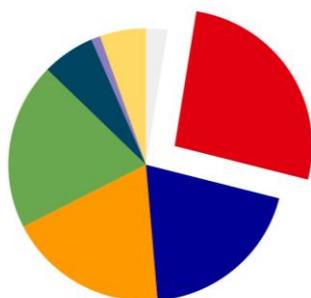
- Citoyens** : 5 152 inscrits (84,4% des inscrits totaux)
- Institutions** : 78 inscrits (1,3% des inscrits totaux)
- Organisations à but lucratif** : 53 inscrits (0,9% des inscrits totaux)
- Organisations à but non-lucratif** : 157 inscrits (2,6% des inscrits totaux)
- Non renseigné** : 663 inscrits (10,9% des inscrits totaux)

Inscrits par genre :

- Femme** : 1 955 inscrits (32% des inscrits totaux)
- Homme** : 3 259 inscrits (53,4% des inscrits totaux)
- Ne souhaite pas répondre** : 300 inscrits (4,9% des inscrits totaux)
- Non renseigné** : 589 inscrits (9,7% des inscrits totaux)



53,4% d'hommes



26,4% de 18-29 ans

Inscrits par âge :

Moins de 18 ans	: 154 (2,5% des inscrits totaux)
18-29 ans	: 1 614 (26,4% des inscrits totaux)
30-39 ans	: 1 201 (19,7% des inscrits totaux)
40-49 ans	: 1 149 (18,8% des inscrits totaux)
50-64 ans	: 1 209 (19,8% des inscrits totaux)
65-74 ans	: 380 (6,2% des inscrits totaux)
Plus de 75 ans	: 65 (1,1% des inscrits totaux)
Non renseigné	: 331 (5,5% des inscrits totaux)

Répartition des inscrits par région :

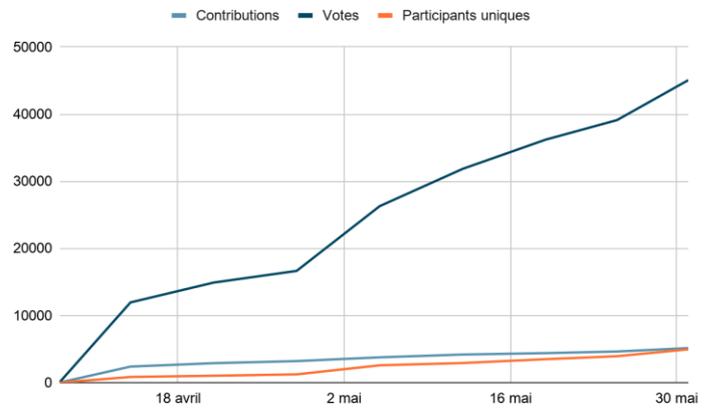
Auvergne-Rhône-Alpes	: 252 inscrits (4,1% des inscrits totaux)
Bourgogne-Franche-Comté	: 92 inscrits (1,5% des inscrits totaux)
Bretagne	: 101 inscrits (1,7% des inscrits totaux)
Centre-Val de Loire	: 85 inscrits (1,4% des inscrits totaux)
Hauts-de-France	: 153 inscrits (2,5% des inscrits totaux)
Grand Est	: 165 inscrits (2,7% des inscrits totaux)
Ile-de-France	: 524 inscrits (8,6% des inscrits totaux)
Normandie	: 99 inscrits (1,6% des inscrits totaux)
Nouvelle-Aquitaine	: 224 inscrits (3,7% des inscrits totaux)
Occitanie	: 227 inscrits (3,7% des inscrits totaux)
Outre-Mer	: 24 inscrits (0,4% des inscrits totaux)
Pays de la Loire	: 126 inscrits (2,1% des inscrits totaux)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	: 116 inscrits (1,9% des inscrits totaux)
Non renseigné	: 3 906 inscrits (64% des inscrits totaux)
Non valide	: 9 inscrits (0,1% des inscrits totaux)

DONNÉES DE PARTICIPATION

Données recueillies du 8 avril au 31 mai 2021

CHIFFRES-CLÉS

- **4 958 participants uniques**
- **5 143 contributions**
 - 49 propositions du Gouvernement
 - 1 003 idées citoyennes
 - 4 091 arguments
- **45 063 votes**
- **37 ateliers participatifs**



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



IDÉES CITOYENNES



DISPOSITIFS EXISTANTS

	Thématique	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues		
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	Emploi	500 votes
Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination	Emploi	447 votes
Accès à l'emploi public et privé des personnes issues de milieux sociaux ou de territoires défavorisés	Emploi	436 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues		
Développement du recrutement des personnes en situation de handicap	Emploi	216 votes pour
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	Emploi	210 votes pour
Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination	Emploi	146 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues		
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	Emploi	145 arguments
Développement du recrutement des personnes en situation de handicap	Emploi	135 arguments
Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination	Emploi	134 arguments

IDÉES NOUVELLES

	Thématique	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues		
Etendre le dispositif de la caméra-piéton	Sécurité	370 votes
Mesurer la diversité dans les organisations publiques et les entreprises en créant un « Index diversité »	Emploi	347 votes
Lever les freins à l'emploi liés à la langue	Emploi	278 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues		
Etendre le dispositif de la caméra-piéton	Sécurité	306 votes pour
Développer les méthodes innovantes de recrutement et former les responsables ressources humaines	Emploi	204 votes pour
Développer le mentorat pour les jeunes	Emploi	196 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues		
Mesurer la diversité dans les organisations publiques et les entreprises en créant un « Index diversité »	Emploi	104 arguments
Développer les méthodes innovantes de recrutement et former les responsables ressources humaines	Emploi	83 arguments
Etendre le dispositif de la caméra-piéton	Sécurité	72 arguments

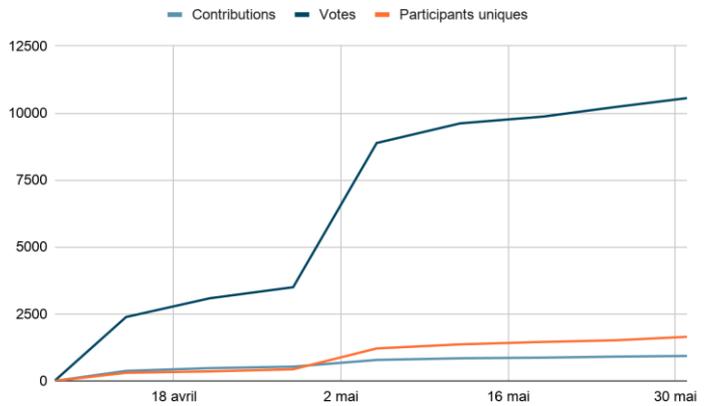
IDÉES CITOYENNES

	Thématique	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues		
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	Accès aux loisirs	1 314 votes
Que les établissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles s'engagent à trouver des solutions de financement pour leurs étudiant.e.s les plus précaires admis.es à leur concours d'entrée.	Accès aux services publics	629 votes
Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies	Accès aux services publics	559 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues		
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	Accès aux loisirs	1 292 votes pour
Que les établissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles s'engagent à trouver des solutions de financement pour leurs étudiant.e.s les plus précaires admis.es à leur concours d'entrée.	Accès aux services publics	626 votes pour
Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies	Accès aux services publics	553 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues		
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	Accès aux loisirs	236 arguments
Diversité cognitive	Emploi	35 arguments
Fin du contrôle au faciès	Sécurité	27 arguments

	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	500 votes
Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination	447 votes
Accès à l'emploi public et privé des personnes issues de milieux sociaux ou de territoires défavorisés	436 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Accès à tous les métiers pour les Sourds	239 votes pour
Développement du recrutement des personnes en situation de handicap	216 votes pour
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	210 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Transparence et obligation de résultat en matière d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes avec l'Index égalité professionnelle	145 arguments
Développement du recrutement des personnes en situation de handicap	135 arguments
Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination	134 arguments

SÉCURITÉ

- 1 647 participants
- 933 contributions
 - 4 propositions du Gouvernement
 - 139 idées citoyennes
 - 790 arguments
- 10 558 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



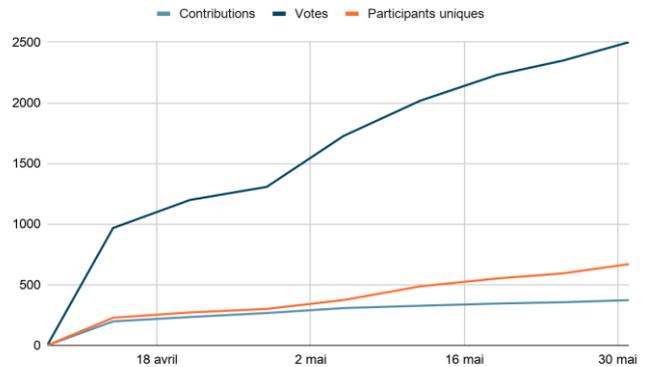
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Étendre le dispositif de la caméra-piéton	370 votes
Formation des forces de sécurité intérieure aux thématiques anti-discrimination	364 votes
Montée en puissance des référents anti-discrimination et de référents égalité-diversité en commissariats et brigades de gendarmerie	257 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Étendre le dispositif de la caméra-piéton	306 votes pour
Accessibilité des signaux d'alerte	217 votes pour
Modifier la loi sur la légitime défense	168 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Formation des forces de sécurité intérieure aux thématiques anti-discrimination	81 arguments
Étendre le dispositif de la caméra-piéton	72 arguments
Écouter, orienter et accompagner les victimes de discriminations	44 arguments

LOGEMENT

- 670 participants
- 373 contributions
 - 4 propositions du Gouvernement
 - 88 idées citoyennes
 - 281 arguments
- 2 500 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



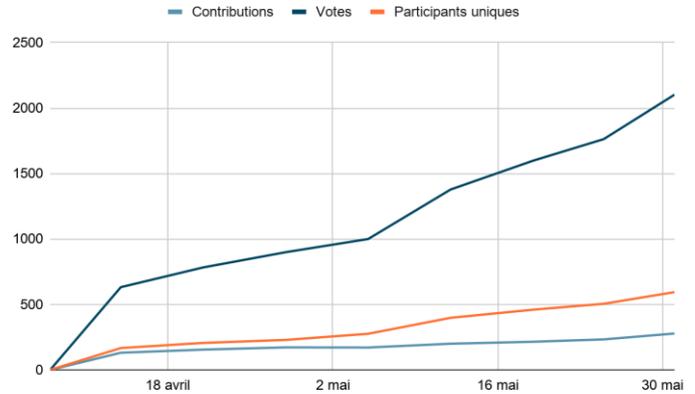
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Obligation de formation des agents immobiliers à la lutte contre les discriminations	231 votes
Accessibilité des interphones des logements	193 votes
Signature d'une charte entre l'Etat et les professionnels de l'immobilier sur la lutte contre les discriminations	189 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Accessibilité des interphones des logements	190 votes pour
Accessibilité des ascenseurs	176 votes pour
Lancer une vague de testing et procéder à une évaluation de la sensibilisation des agents immobiliers	78 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Obligation de formation des agents immobiliers à la lutte contre les discriminations	43 arguments
Signature d'une charte entre l'Etat et les professionnels de l'immobilier sur la lutte contre les discriminations	37 arguments
Prévenir et informer de l'interdiction des discriminations dans les rapports locatifs	27 arguments

TRANSPORTS

- 594 participants
- 278 contributions
 - 4 propositions du Gouvernement
 - 65 idées citoyennes
 - 209 arguments
- 2 102 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



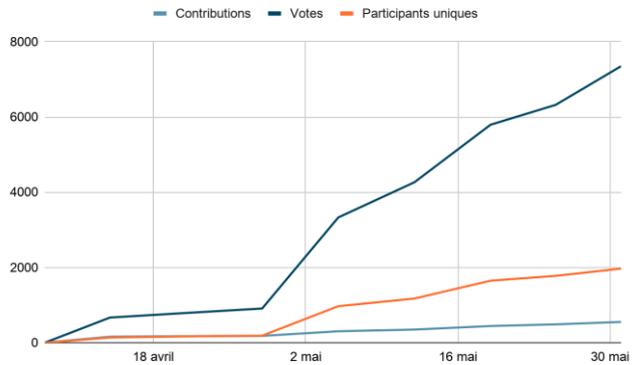
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Accessibilité des moyens de transport en commun pour les usagers Sourds	208 votes
Accessibilité des péages autoroutiers	198 votes
Simplification administrative pour la délivrance du permis de conduire (Permis B)	188 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Accessibilité des moyens de transport en commun pour les usagers Sourds	207 votes pour
Accessibilité des péages autoroutiers	196 votes pour
Simplification administrative pour la délivrance du permis de conduire (Permis B)	185 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Généralisation de l'arrêt à la demande dans les transports en commun	23 arguments
Prévenir et réagir face aux situations de discriminations	21 arguments
Lutte contre les discriminations auprès des professionnels et du secteur des voitures de transport avec chauffeur (VTC)	20 arguments

ACCÈS AUX LOISIRS

- 1 970 participants
- 552 contributions
 - 5 propositions du Gouvernement
 - 83 idées citoyennes
 - 464 arguments
- 7 351 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



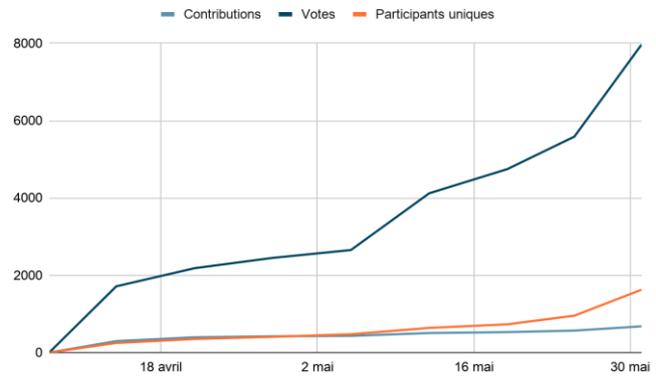
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	1 314 votes
Reconnaissance du statut de sportif de haut niveau pour les Sportifs Sourds	232 votes
Présence de sous-titrage pour les paroles en français dans les films/séries étrangères (cinéma/vidéo à la demande/séries)	218 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	1 292 votes pour
Reconnaissance du statut de sportif de haut niveau pour les Sportifs Sourds	231 votes pour
Présence de sous-titrage pour les paroles en français dans les films/séries étrangères (cinéma/vidéo à la demande/séries)	218 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les tireurs et collectionneurs	236 arguments
Lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le champ culturel	18 arguments
Développement et création de classes préparatoires publiques à l'enseignement supérieur Culture	17 arguments

ACCÈS AUX SERVICES

- 1 625 participants
- 678 contributions
 - 11 propositions du Gouvernement
 - 142 idées citoyennes
 - 525 arguments
- 7 967 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



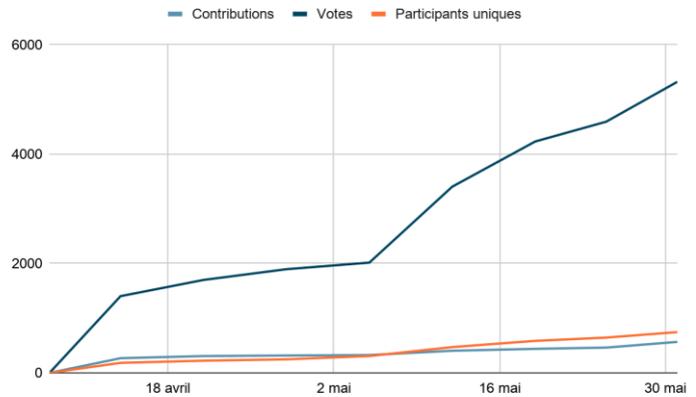
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Que les établissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles s'engagent à trouver des solutions de financement pour leurs étudiant.e.s les plus précaires admis.es à leur concours d'entrée	629 votes
Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies	559 votes
Instaurer un système de recours externe pour contester une orientation subie dans le mois suivant la décision de l'établissement	548 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Que les établissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles s'engagent à trouver des solutions de financement pour leurs étudiant.e.s les plus précaires admis.es à leur concours d'entrée	626 votes pour
Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies	553 votes pour
Instaurer un système de recours externe pour contester une orientation subie dans le mois suivant la décision de l'établissement	541 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Soutien financier des actions associatives dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	31 arguments
Renforcer la scolarisation des élèves en situation de handicap	27 arguments
Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies	25 arguments

ACCÈS AUX SOINS

- 746 participants
- 567 contributions
 - 9 propositions du Gouvernement
 - 144 idées citoyennes
 - 414 arguments
- 5 324 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



IDÉES NOUVELLES



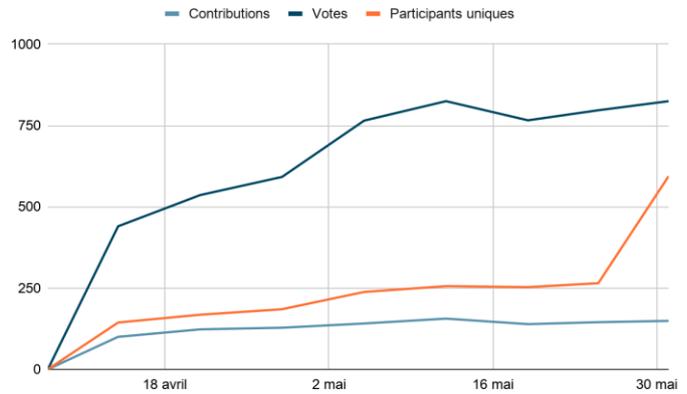
IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Collaboration entre les interprètes et les médecins	277 votes
Former les médiateurs Sourds de santé	255 votes
Sensibiliser et former les étudiants en médecine pour une meilleure approche avec les Sourds	248 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Collaboration entre les interprètes et les médecins	276 votes pour
Former les médiateurs Sourds de santé	248 votes pour
Sensibiliser et former les étudiants en médecine pour une meilleure approche avec les Sourds	247 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Instauration de la parité femme/homme au sein des 7 ordres (médecins, pharmaciens, etc.)	39 arguments
Interdiction des discriminations dans le code de déontologie	25 arguments
Possibilité de saisir les Ordres professionnels ou l'assurance maladie pour contester un refus de soin discriminatoire	25 arguments

ASSURANCES, BANQUES, MUTUELLE

- 277 participants
- 149 contributions
 - 3 propositions du Gouvernement
 - 41 idées citoyennes
 - 105 arguments
- 825 votes



ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS



DISPOSITIFS EXISTANTS



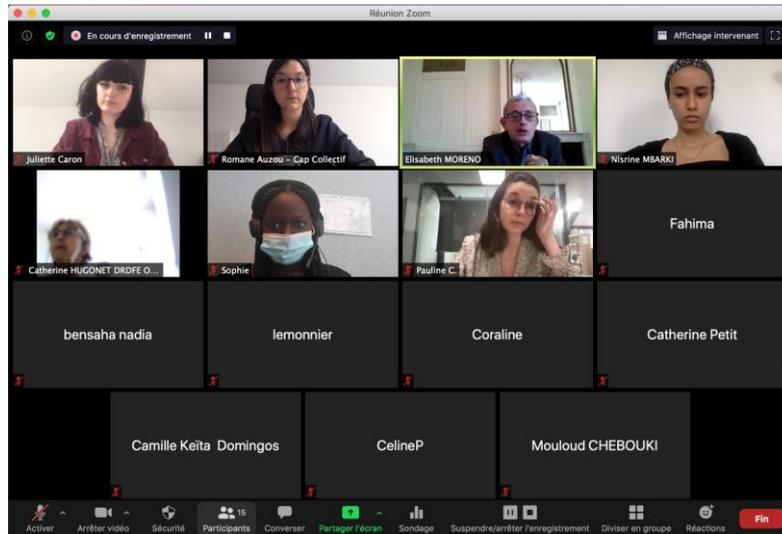
IDÉES NOUVELLES



IDÉES CITOYENNES



	Chiffres
Les plus votées, toutes propositions confondues	
Faire respecter le droit à l'oubli, essentiellement sur l'état de santé, dans l'octroi des produits d'assurance	118 votes
Recenser et diffuser les bonnes pratiques des établissements bancaires pour lutter contre les discriminations	91 votes
Obligation de formation des personnels bancaires octroyant des crédits	82 votes
Les plus soutenues, toutes propositions confondues	
Faire respecter le droit à l'oubli, essentiellement sur l'état de santé, dans l'octroi des produits d'assurance	88 votes pour
Recenser et diffuser les bonnes pratiques des établissements bancaires pour lutter contre les discriminations	56 votes pour
Obligation de formation des personnels bancaires octroyant des crédits	39 votes pour
Les plus commentées, toutes propositions confondues	
Faire respecter le droit à l'oubli, essentiellement sur l'état de santé, dans l'octroi des produits d'assurance	16 arguments
Obligation de formation des personnels bancaires octroyant des crédits	15 arguments
Recenser et diffuser les bonnes pratiques des établissements bancaires pour lutter contre les discriminations	13 arguments

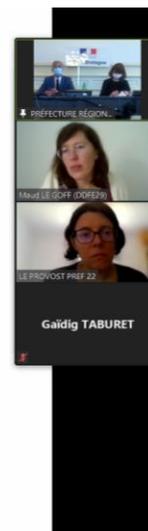



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Atelier participatif sur les discriminations

26 mai 2021

1 /



ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

GÉNÉRAL

QU'EST-CE QU'UNE DISCRIMINATION ?

Il a paru difficile pour certains participants d'appréhender la définition juridique des discriminations.

Les contributions ont ainsi parfois porté davantage sur un sentiment d'injustice, d'inégalité voire même de violence. Des participants ont également exprimé un sentiment d'injustice face à d'autres publics jugés "favorisés". Tel a été le cas pour les dispositifs entrant dans le cadre de la politique de la ville en faveur des Quartiers Prioritaires.

Certains participants ont ainsi également eu des difficultés à relier les dispositifs existants ou les idées nouvelles à des situations de discrimination.

- Exemple : sur la proposition "Prévenir et réagir face aux situations de discriminations" dans Transports, les participants expliquent ne pas comprendre ces situations comme de la discrimination mais comme des agressions nécessitant davantage de surveillance ou sécurité.
- Exemple : sur la proposition "Lutter contre le harcèlement pour garantir la continuité scolaire et la sécurité des élèves" dans Accès aux services, les participants précisent que le harcèlement et les discriminations ne doivent pas être confondues.

L'existence d'une "discrimination positive" a également été largement abordée. Plusieurs des propositions évoquées dans les dispositifs existants et les idées nouvelles sont jugées discriminantes, car bénéficiant à un public particulier.

- Exemple : sur la proposition "Développement du recrutement des personnes en situation de handicap", ou "Accès à l'emploi public et privé des personnes issues de milieux sociaux ou de territoires défavorisés" dans Emploi, les participants rappellent que seul le mérite doit entrer en compte dans le recrutement.

COMMENT LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ?

Un arsenal législatif déjà fourni mais une difficulté d'accès aux droits

Le cadre juridique existant ne semble pas être un problème selon les participants. La plupart d'entre eux insistent pour dire que les lois contre les discriminations existent déjà et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en créer de nouvelles ou de les modifier.

- Exemple : sur la proposition "Prévenir et informer de l'interdiction des discriminations dans les rapports locatifs" dans Logement ou "Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination" dans Emploi, les participants rappellent que "La loi existe, il suffit de la faire appliquer".

Les acteurs engagés dans la lutte contre les discriminations (associations, juristes spécialisés, think tank, Défenseur des droits) relèvent la nécessité de modifier des dispositifs législatifs existants (par exemple, ouvrir la possibilité de l'action de groupe au plus grand nombre, fixer des critères obligatoires de rapportage de la mesure de la diversité dans les organisations ou encore créer un Code du droit de la non-discrimination).

Cependant, les participants précisent que le cadre juridique pourrait être plus opérationnel si les victimes de discriminations étaient à même de pouvoir faire valoir leurs droits. Plusieurs contributions invitent à développer des dispositifs d'informations et d'accueil des victimes (référénts spécialisés dans les Maisons d'accès aux droits, informations à diffuser par les avocats tenant des permanences gratuites, campagne nationale de communication et de sensibilisation, développement des contenus sur les sites des Ministères, brochures à disposition du public dans tous les lieux accueillant du public...), des contributions incitent les victimes à porter plainte, à se manifester en cas de discrimination et à éviter la résignation.

- Exemple : dans la thématique Sécurité, de nombreuses contributions proposent des modes d'accompagnement des victimes, notamment de violences faites aux femmes, pour faciliter la prise de parole (affichage du 3919 dans tous les transports en commun, développer les référénts dans les commissariats et brigades de gendarmeries).

- Exemple : cette invitation à se manifester résonne toutefois plus particulièrement dans la thématique Accès aux soins. De nombreuses contributions témoignent des difficultés à faire part d'un refus de soins aux autorités compétentes, ou de difficultés à savoir vers qui se diriger.

Des critères prohibés de discrimination toujours présents

La consultation citoyenne sur les discriminations fait une approche par 8 espaces thématiques (emploi, logement, sécurité, accès aux services etc...) mais elle met en exergue la prédominance de plusieurs critères dans les contributions des répondants. Ainsi, le critère de l'origine et le critère du handicap sont largement invoqués dans la sphère professionnelle prise au sens large (formation professionnelle initiale, apprentissage, accès à l'emploi). Le critère de l'orientation sexuelle est invoqué par les participants dans les questions d'accès aux soins et dans le sport.

La formation et la sensibilisation nécessaires à tous les niveaux et pour tous les publics

L'éducation (dès le plus jeune âge), la sensibilisation et la formation récurrentes de tous les corps de métier, à tous les niveaux, sont présentées comme des solutions à privilégier pour lutter contre les discriminations. Ces demandes sont récurrentes dans chacune des thématiques.

Chez les plus jeunes, ces demandes concernent principalement des sensibilités ou communications à l'égalité ou à la citoyenneté, des actions de sensibilisation afin de lutter contre les préjugés et les stéréotypes. Ces interventions devraient se faire sous forme ludique pour les plus jeunes.

Chez les adultes, les participants réclament davantage de formations pour les personnes recevant ou accueillant du public, notamment dans les thématiques "Sécurité" pour les forces de l'ordre et "Accès aux soins" pour les personnels de santé.

- Exemple : si certains participants réclament des formations auprès de toutes les parties prenantes d'une entreprise ou d'une administration, les services des ressources humaines sont principalement visés par les demandes de formation dans la thématique Emploi. Ainsi, l'idée nouvelle "Développer les méthodes innovantes de recrutement et former les responsables ressources humaines" est la deuxième idée nouvelle la plus votée, inter-thématique.

La question du contenu des formations a été récurrente. Beaucoup de participants se sont interrogés sur les effets des formations dispensées dans les administrations et les entreprises : volume trop peu important, formation trop théorique, qui ne mettent pas en relief la responsabilité individuelle.

Davantage de sanctions

Peu importent les thématiques et les sensibilités, les participants s'accordent pour demander davantage de concret dans la lutte contre les discriminations. Ils réclament ainsi régulièrement l'application de la loi en cas de discrimination, et donc la prise de sanctions réelles envers les personnes ou organisations discriminantes. Ils évoquent l'absence de réponse pénale (difficulté de rapporter la preuve) et l'absence de formation des conseillers prud'homaux pour les contentieux du travail.

Les sanctions existantes sont également jugées peu dissuasives.

- Exemple : sur la proposition "Campagnes de testing dans les grandes entreprises sur différents critères de discrimination", plusieurs participants évoquent "Les testings n'ont aucun intérêt s'ils ne sont pas suivis de mesures concrètes pour sanctionner les entreprises discriminantes". D'autres réclament que ces testings soient rendus publics, et suivis de sanctions concrètes.

Ces sanctions permettraient, selon les participants, de montrer l'exemple auprès de chacun et d'affirmer la volonté du Gouvernement dans la lutte contre les discriminations.

Des bonnes pratiques existantes afin de lutter contre les discriminations mais peu connues

La consultation a permis de porter à la connaissance du public l'existence de bonnes pratiques afin de lutter contre les discriminations. Celles-ci se mobilisent principalement dans le domaine de l'emploi de la part des entreprises (recrutements sans CV, auto-testing, évaluation des pratiques, ateliers de parole des salariés, sensibilisation par jeux de rôles etc...). Des bonnes pratiques trouvent écho dans d'autres espaces thématiques portées par des acteurs associatifs (en milieu scolaire par exemple).

La majorité des participants soulignent la nécessité de faire connaître ces bonnes pratiques pour les essayer.

EMPLOI

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les quatre dispositifs existants présentés sont parmi les propositions les plus votées de la consultation. Ils ont été reçus de manière assez inégale et cumulent, par exemple, les plus hauts taux de votes mitigés toutes propositions confondues. Les différentes mesures, si jugées utiles par les participants, sont toutefois vues comme insuffisantes pour une grande partie d'entre eux. Ces derniers soulignent donc l'importance d'aller plus loin dans le suivi des testings ou de l'Index sur l'égalité professionnelle, et demandent la prise de sanctions plus dissuasives ainsi que des formations plus régulières pour toutes les parties prenantes d'une entreprise.

Verbatim de LELONG Patrick :

“Les tests n'engendrent aucune sanction, peuvent être contournés de façon très simple par toute entreprise et n'empêcheront jamais, au final quelque discrimination que ce soit. Sensibiliser les recruteurs, informer, convaincre ou enseigner à ceux qui sont ou seront chargés de recrutement serait bien plus productif.”

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Si trois des idées nouvelles ont été accueillies avec une grande majorité de votes positifs, celles sur les freins liés à la langue et l'Index “diversité” ont suscité davantage de débats, certains participants rappelant, par exemple, que le mérite doit être la seule porte d'entrée vers l'emploi. Pour de nombreux participants, l'Index “diversité” est vu comme une bonne solution pour développer la diversité dans les organisations mais s'interrogent sur sa faisabilité en raison de l'interdiction des statistiques ethniques en France.

Enfin, la proposition de développer le mentorat pour les jeunes a été largement plébiscitée.

Verbatim de La Roche sur Foron / “Mesurer la diversité dans les organisations publiques et les entreprises en créant un « Index diversité »” :

“L'interdiction du recours aux statistiques ethniques fait qu'à ce jour les discriminations liées aux origines échappent à tout contrôle. Le salarié discriminé comme l'employeur, potentiel discriminant, n'a pas de données (index et/ou statistiques) pour étayer ses dires. L'index diversité serait un outil très intéressant et efficace.”

Verbatim de THOMAS SAMUEL / Même proposition :

« L'Index diversité » représente un risque bien trop grand de réalisation par les services RH de l'entreprise d'un fichage ethno-racial des salariés, contre leur gré, qui pourrait servir simplement à se fournir des alibis, en cas d'accusation de discrimination [et pourrait devenir] un outil de discrimination par dosage.”

SUR LES IDÉES CITOYENNES

Avec plus de 300 propositions, la thématique Emploi a recueilli le plus d'idées citoyennes. Si elles évoquent toutes les étapes d'un parcours professionnel, ces dernières s'attachent plus particulièrement à proposer des solutions pour lutter contre les discriminations au sein de l'entreprise, et notamment par la sensibilisation sur des discriminations précises (personnes en situations de handicap, personnes LGBT, femmes...). C'est ainsi qu'est proposée la réalisation d'outils de sensibilisation, d'information, la réalisation de guides (par exemple, un guide à l'attention des salariées au retour d'un congé maternité, un guide sur la possibilité d'aménagements raisonnables pour les personnes en situation de handicap, développer les consciences sur les situations de handicaps invisibles etc...), le renforcement de la formation des référents handicap et la visibilité de leurs rôles dans l'entreprise ou l'administration.

Idées les plus votées :

- Accès à tous les métiers pour les Sourds (243 votes)
- Diversité cognitive (108 votes)
- Placer les cabinets de recrutement sous l'égide du Ministère du travail (Conditions de formations annuelles obligatoires pour exercer la profession, et prestation de serment) (80 votes)

SÉCURITÉ

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

L'unique dispositif existant proposé a récolté près de 57,2% de votes contre. Les arguments sont, eux, plus contrastés. Une partie des participants affirment ainsi que les forces de l'ordre n'ont pas besoin de ce type de formation, car en bénéficient déjà ou ne sont pas discriminantes. Une autre partie des participants dresse le bilan d'une formation très peu connue, et peu efficace pour lutter contre les discriminations par les forces de l'ordre.

Verbatim de fdozpoly / "Formation des forces de sécurité intérieure aux thématiques anti-discrimination" :

"Je pense que les policiers sont d'ores et déjà suffisamment sensibilisés. Il n'est pas nécessaire de traitements particuliers mais uniquement de traiter chaque citoyen de la même façon. Je fais confiance à nos forces de l'ordre pour respecter le droit de la République."

Verbatim d'Inquiète / "Formation des forces de sécurité intérieure aux thématiques anti-discrimination"

"Sur le terrain, on n'observe pas d'amélioration du comportement discriminatoire de la police : les contrôles au faciès restent la norme par exemple. La formation doit s'accompagner du respect du code de déontologie, d'un encadrement vigilant et exemplaire, de sanctions réelles en cas de dérive. Et d'une volonté politique forte d'avoir une police irréprochable."

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Les idées proposées ont globalement été soutenues par les participants. Celle proposant de développer la caméra-piéton est la solution nouvelle la plus votée et la plus soutenue, parmi l'ensemble des thématiques.

Les participants félicitent une proposition qui permettra de mieux évaluer le travail des forces de l'ordre.

Verbatim de Zabeth / "Étendre le dispositif de la caméra-piéton" :

"Très bonne mesure. Cela permettra de juger les personnes selon les faits et non par des images qui ne transmettent pas toujours la réalité de part et d'autre."

SUR LES IDÉES CITOYENNES

L'accompagnement des différents publics a été au cœur des idées citoyennes. Qu'il s'agisse de l'accompagnement dans le dépôt de plainte, de demandes de formations pour les forces de l'ordre, ou de propositions pour renforcer le lien avec les citoyens, les participants ont souhaité que soit amélioré l'accueil de tous dans les commissariats ou gendarmeries, que les formations soient développées en partenariat avec les associations et ainsi faciliter la montée en puissance des référents. Enfin, une large part des contributions souhaite une communication sur l'existence des dispositifs d'accompagnement des victimes.

Idée citoyenne la plus votée, par la Fédération Nationale des Sourds de France :

"Dans tout espace public, toutes les sirènes d'alerte sont sonores. Les Sourds ne savent toujours pas s'il y a une urgence (incendie, attentat, catastrophe nationale etc.) faute d'accessibilité. Mettre systématiquement les signaux visuels accompagnés des signaux sonores."

LOGEMENT

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les deux dispositifs soumis à concertation ont reçu une majorité de votes contre, les participants estimant qu'elles ne permettent pas de lutter efficacement contre les discriminations.

Les participants y opposent l'idée que les discriminations dans le domaine du logement sont souvent l'œuvre des propriétaires et non des professionnels. Ils proposent donc de compléter le dispositif avec des mesures concrètes de sanction des professionnels discriminants.

Verbatim de Kouakou / "Obligation de formation des agents immobiliers à la lutte contre les discriminations"

:

"Malgré cette formation, les discriminations sont de plus en plus nombreuses envers les personnes d'origine étrangère qui n'ont pas de poids social. Donc la formation seule ne suffit pas !"

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Les idées nouvelles proposées recueillent une majorité de votes pour. Les participants saluent des propositions qui permettront de mieux mesurer et lutter contre les discriminations dans les rapports locatifs.

Ceux-ci soulignent toutefois la nécessité de sanctions, pour la proposition sur les testings comme sur l'information, pour les professionnels discriminants. Des agents immobiliers ont fait part de leurs pratiques d'affichage en agence de la Charte d'engagement entre l'Etat et les professionnels de l'immobilier pour lutter contre les discriminations et de l'insertion dans leurs mandats avec des propriétaires de l'interdiction des discriminations.

Verbatim de Rémi KR / "Lancer une vague de testing et procéder à une évaluation de la sensibilisation des agents immobiliers" :

"En tant que mandataire, je suis d'accord avec cette proposition car elle permettra sans doute de mieux lutter contre la discrimination pour les pro qui en font encore. Une bonne piste à creuser pour que son application soit faite correctement."

SUR LES IDÉES CITOYENNES

Les idées citoyennes traitent majoritairement de l'amélioration des dispositifs d'accès aux logements sociaux et l'accessibilité des logements aux personnes en situation de handicap.

De nombreux participants proposent également des solutions orientées particulièrement vers les publics fragiles (femmes seules, jeunes, sans-abris...).

Enfin, des dispositifs existants répondent à de nombreuses contributions (interdiction des refus de location pour les garants domiciliés en outre-mer, formation et sensibilisation des agents immobiliers, vérification des annonces discriminatoires par les diffuseurs de sites spécialisés).

Idées citoyennes les plus soutenues :

- Accessibilité des interphones des logements (193 votes pour)
- Accessibilité des ascenseurs (178 votes pour)
- Expulser des logements sociaux les familles de délinquants (107 votes pour)

TRANSPORTS

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les dispositifs existants présentés ont reçu un accueil inégal.

La proposition concernant les arrêts à la demande a ainsi été fortement soutenue. Les participants sont toutefois assez divisés entre les bénéfiques permis par cette mesure et les inconvénients potentiels pour les chauffeurs de bus et les autres passagers.

La signature d'une charte entre l'État et les VTC dans la proposition sur la lutte contre les discriminations auprès des professionnels est, elle, moins consensuelle. Les participants jugent, en effet, la charte peu concrète et peu susceptible de lutter contre les discriminations. Signée en octobre 2020, la Charte prévoit des actions de communications qui à ce jour commencent à être effectives.

Verbatim de Emilekeon73 / "Lutte contre les discriminations auprès des professionnels et du secteur des voitures de transport avec chauffeur (VTC)" :

"Description de cette charte très vague voire fourre-tout. Plutôt prévoir des sanctions assez lourdes et des juges de proximité (type tribunal de police) pour sanctionner vite et bien. Sanction au niveau d'une flotte sur la base d'un recueil de plaintes sur site dédié. Sanction aussi en cas de plainte abusive. Bref une société de responsabilisation de chacun."

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Comme pour les dispositifs existants, les deux idées nouvelles ont reçu un accueil inégal. Si la proposition sur les marches exploratoires a reçu une majorité de votes contre car non comprise par les participants, celle sur la prévention face aux situations de discrimination a été davantage soutenue.

Verbatim de Jeanne / "Prévenir et réagir face aux situations de discriminations" :

"Afficher le 3117 numéro d'urgence dans les transports dans les stations de métro et bus et dans les wagons à côté de l'alarme, afin que ce numéro puisse être connu par le plus grand nombre et améliorer la sécurité dans les transports"

SUR LES IDÉES CITOYENNES

L'accessibilité des transports en commun aux personnes en situation de handicap ou aux personnes disposant de peu de moyens financiers a été la priorité absolue des contributions.

Les participants ont également revendiqué l'envie d'être impliqués dans la création des réseaux ou dans les instances des sociétés de transports afin de faire évoluer les transports en commun au gré des besoins des usagers.

Les participants ont également exprimé l'effort de formation et de sensibilisation à mettre en œuvre auprès des professionnels (par exemple, sensibiliser les agents de contrôle aux questions de transidentité).

Idées citoyennes les plus soutenues :

- Accessibilité des moyens de transport en commun pour les usagers Sourds (207 votes pour)
- Accessibilité des péages autoroutiers (196 votes pour)
- Simplification administrative pour la délivrance du permis de conduire (Permis B) (185 votes pour)

ACCÈS AUX LOISIRS

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les participants ont globalement soutenu les dispositifs existants concernant l'accès aux loisirs.

Ceux-ci proposent ainsi d'élargir le dispositif sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à d'autres types de discriminations.

Certains participants s'interrogent toutefois sur la restriction des dispositifs aux sujets des arts et de la culture, parfois éloignés de la thématique annoncée d'accès aux loisirs.

Verbatim de CPDesHannetons / "Développement et création de classes préparatoires publiques à l'enseignement supérieur Culture" :

"Je ne comprends pas le sens qu'il y a à parler de classes préparatoires "culture"... La culture, n'est-ce pas la littérature, l'histoire, la philosophie, les mathématiques, les sciences humaines et les sciences exactes, les langues étrangères, les langues anciennes, etc. toutes disciplines déjà enseignées dans les classes préparatoires existantes, à des degrés divers selon les sections ?"

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Tout comme les dispositifs existants, les idées nouvelles ont également été soutenues par les participants.

La proposition traitant de l'accessibilité des livres grâce au numérique fait partie des propositions récoltant le plus de votes pour, proportionnellement au nombre de votes totaux. Les participants soulignent un dispositif bénéfique pour l'inclusion de tous.

Verbatim de François / "Favoriser l'inclusion en améliorant l'accès aux livres adaptés et à leurs catalogues grâce au numérique" :

"Plus il y a de possibilités d'accès offertes aux personnes en situation de handicap et à leurs accompagnants, plus cela participe à une démarche inclusive. Car il n'est pas possible de parler d'inclusion quand la personne ne peut être autonome."

SUR LES IDÉES CITOYENNES

Un très grand nombre de propositions a concerné le sujet du sport, et notamment la promotion de l'égalité femmes-hommes et la reconnaissance des sportifs sourds.

De nombreuses contributions ont également traité de l'accessibilité des loisirs de façon plus générale, notamment des médias (cinéma, télévision...) pour les personnes en situation de handicap, et du tourisme pour les personnes en situation de handicap ou n'ayant que peu de moyens financiers.

Le soutien financier aux associations a été largement invoqué ainsi que le développement de sorties scolaires culturelles afin de lutter contre les stéréotypes et les préjugés.

Des propositions événementielles ont été mises en avant : créer une mallette d'animation « égalité », créer un week-end « égalité », un festival de films jeunesse et diversité, un jeu vidéo sur les discriminations, soutenir le réseau des Jeunes ambassadeurs de l'égalité du Défenseur des droits (JADE).

Enfin, a été proposé l'intégration des personnes transgenres dans les compétitions de la Fédération Française de Rugby à XV, la reconnaissance d'un statut de sportif de haut niveau pour les sportifs sourds ainsi que la valorisation du comité de coordination des sportifs sourds de France.

Idée de Graines de Footballeuses :

"Proposer la mise en place de spots publicitaires par le gouvernement (type pub Anti-Covid) pour que les jeunes filles soient mises en avant dans les pratiques du sport, qu'elles ne doivent pas en subir les préjugés (football, rugby...), que les sports typiques "masculins" sont en réalité ouverts à toutes."

ACCÈS AUX SERVICES

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les différents dispositifs existants sur l'accès aux services ont été reçus de façon assez inégale, comptabilisant entre 29,5% et 70,2% de votes mitigés. Si le dispositif pour lutter contre le harcèlement scolaire fait partie des dispositifs ayant reçu le plus de votes pour proportionnellement au nombre de votes totaux, les deux dispositifs sur les Quartiers Prioritaires de la Ville ont récolté proportionnellement le plus de votes contre, parmi l'ensemble des dispositifs existants.

Dans les votes comme dans les arguments, les participants semblent questionner les choix territoriaux des différents dispositifs. La restriction aux QPV est ainsi incomprise par manque d'information sur les raisons de cette cartographie. Les participants proposent ainsi d'étendre les mesures à l'ensemble du territoire et surtout aux territoires ruraux.

Verbatim d'Angèle / "Renforcement de l'accès aux soins de proximité pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)" :

"Uniformiser l'accès aux soins au niveau du pays (ville et campagne) en fonction du nombre d'habitants. Je ne sais pas s'il y a moins de soignants proches des QPV mais il y a beaucoup d'endroits en France où il en manque. Égalité pour tous."

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Les idées nouvelles ont été très majoritairement soutenues par les participants. La proposition sur le soutien scolaire aux enfants malades ou hospitalisés récolte ainsi le plus de votes pour proportionnellement au nombre de votes totaux, parmi l'ensemble des idées nouvelles.

Verbatim de Fahima / "Favoriser la continuité des apprentissages pour des élèves malades et/ou hospitalisés"

:"
"Un grand OUI, d'autant plus qu'avec la crise sanitaire que nous avons traversée (traversons), l'éducation nationale a prouvé sa souplesse dans l'usage des canaux numériques."

SUR LES IDÉES CITOYENNES

La thématique Accès aux services fait partie de celles ayant reçu le plus d'idées citoyennes. Ces propositions se concentrent principalement autour de l'accessibilité des services publics, tant dans les démarches administratives (faciliter les changements de nom, prénom, sexe à l'état civil) que dans l'accessibilité physique pour les personnes en situation de handicap.

Beaucoup de propositions ont également été proposées sur l'Éducation nationale ou l'enseignement supérieur, afin de mieux éduquer dès le plus jeune âge à la lutte contre les discriminations.

Les associations, les collectifs de jeunesse ont fait part de plusieurs contributions en faveur de l'égalité des chances et notamment la reconnaissance d'une Journée Mondiale de l'Égalité des Chances le 5 décembre (date anniversaire de la disparition de Nelson Mandela).

3 idées citoyennes parmi les propositions les plus votées toutes propositions confondues :

- Que les établissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles s'engagent à trouver des solutions de financement pour leurs étudiant.e.s les plus précaires admis.es à leur concours d'entrée (629 votes)
- Que la France porte un projet de reconnaissance de la Journée Mondiale de l'Égalité des Chances auprès de l'Organisation des Nations Unies (559 votes)
- Instaurer un système de recours externe pour contester une orientation subie dans le mois suivant la décision de l'établissement. (548 votes)

ACCÈS AUX SOINS

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Manque de communication autour des dispositifs présentés ou manque de caractère concret, les participants se sont montrés assez mitigés sur les dispositifs existants concernant l'accès aux soins.

Face à des dispositifs jugés utiles, ils demandent ainsi une meilleure information pour que tous puissent connaître, s'approprier et bénéficier de ces outils.

Verbatim de la DRDFE Grand-Est / “Possibilité de saisir les Ordres professionnels ou l'assurance maladie pour contester un refus de soin discriminatoire” :

“Dispositif efficace mais trop peu connu. Manque de communication sur le sujet et la saisie du Défenseur des Droits s'avère plus efficace dans les faits.”

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Les idées nouvelles concernant l'accès aux soins ont reçu un accueil plutôt favorable des participants. Une majorité d'entre eux a souligné le besoin de lutter, notamment par le contrôle et le suivi, contre les refus de soins et les discriminations portées par les praticiens.

D'autres participants ont mis en garde contre une possible fuite des médecins et professionnels de santé en cas de trop grandes restrictions.

Verbatim de Laz / “Mettre en place un suivi des professionnels de santé pratiquant des refus de soins à l'encontre des personnes bénéficiant d'une couverture santé solidaire”

“Il est grand temps. Cela dure depuis des années et c'est le parcours du combattant pour trouver un médecin qui respecte son serment. Ou alors il faut ruser et imposer. ;)”

SUR LES IDÉES CITOYENNES

Les idées citoyennes ont principalement concerné trois sujets : la mise en accessibilité des lieux de soins et des prises de rendez-vous pour tous les publics, la lutte contre les déserts médicaux et la formation des personnels soignants notamment à l'accueil des personnes en situation de handicap et à la lutte contre les discriminations de façon plus générale.

Un grand nombre de témoignages de refus de soins ont été partagés dans les contributions, évoquant notamment des difficultés à faire part d'un refus de soins aux autorités compétentes, ou de difficultés à savoir vers qui se diriger. Les participants s'accordent donc pour que les dispositifs fassent l'objet d'une large diffusion (information sur le site AMELI, dans les salles d'attente des praticiens). L'obligation de formation (initiale et continue), la diffusion d'un guide de bonnes pratiques et la communication-sensibilisation constituent un triptyque indispensable pour lutter efficacement contre les discriminations.

3 idées citoyennes parmi les propositions les plus soutenues toutes propositions confondues :

- Collaboration entre les interprètes et les médecins (276 votes pour)
- Former les médiateurs Sourds de santé (248 votes pour)
- Sensibiliser et former les étudiants en médecine pour une meilleure approche avec les Sourds (247 votes pour)

ASSURANCES, BANQUES, MUTUELLE

SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les participants expriment un consensus clair : le droit à l'oubli est encore mal appliqué, notamment dans les milieux bancaires et de l'assurance. Pourtant, l'existence de ce droit est indispensable pour éviter aux personnes ayant été malades de subir une double peine. Certains participants mentionnent l'utilité de la convention AERAS même si un point de vigilance a été remonté sur les limites de cette convention concernant les porteurs de maladies rares et de pathologies psychiatriques.

Verbatim de Nanou / “Faire respecter le droit à l'oubli, essentiellement sur l'état de santé, dans l'octroi des produits d'assurance” :

“Quoi de plus discriminatoire que de tenir compte de l'état de santé d'une personne pour autoriser ou non un prêt et augmenter les produits d'assurance ? ce devrait être le contraire en facilitant l'accès à ces services pour les personnes handicapés ou malades qui ont déjà des charges plus importantes du fait de leurs pathologies !”

SUR LES IDÉES NOUVELLES

Les idées nouvelles proposées ont globalement été soutenues par les participants.

Certains participants rappellent toutefois que les prêts sont accordés par un scoring. Ainsi, peu importent les formations données, les employés de banque ou d'assurance ne font qu'appliquer ce scoring sans avoir de pouvoir de décision. Par ailleurs, de nombreux participants sont dubitatifs sur la diffusion de bonnes pratiques dans les établissements bancaires, préférant leur application concrète plutôt que leur simple affichage.

Verbatim de Kazoo 50 / “Recenser et diffuser les bonnes pratiques des établissements bancaires pour lutter contre les discriminations” :

“Mesures inutiles et coûteuses qui ne sont qu'un affichage politique.”

SUR LES IDÉES CITOYENNES

Les idées citoyennes se concentrent principalement autour de l'accès facilité aux crédits (fin des garants, actualisation des critères d'attribution, ne pas confondre handicap et maladie...) et de la nécessité d'avoir des personnels de banque et d'assurance formés afin d'améliorer l'accueil global aux services proposés.

Beaucoup de témoignages sur les difficultés d'accès ont été partagés par les participants, notamment la question de l'utilisation du prénom d'usage pour la tenue d'un compte bancaire pour les personnes transgenres, la fermeture d'agences bancaires dans les zones rurales mais également dans certaines agglomérations.

Idées citoyennes les plus soutenues de la thématique :

- Laisser une porte ouverte à ceux qui ne souhaitent pas avoir de téléphone portable (30 votes pour)
- Interdire les résiliations de contrat d'assurance auto en fonction de l'âge (28 votes pour)
- Faciliter l'accès aux crédits pour les personnes HIV+ sous traitement (27 votes pour)

The image shows two screenshots related to a public consultation. The top screenshot is from the French government's website, displaying a consultation titled "Interdiction des discriminations dans le code de déontologie" (Prohibition of discrimination in the code of ethics) from March 30th. The text of the consultation asks: "Introduction dans les codes de déontologie des professionnels de santé, en parallèle du code pénal, de l'interdiction de discriminer les personnes. En cas de manquement, les professionnels de santé peuvent se voir infliger une sanction disciplinaire. Pensez-vous que cette mesure a permis de lutter efficacement contre les discriminations ?". Below the text, there are four video thumbnails of participants and a circular progress indicator showing 74% (green) and 26% (red).

The bottom screenshot is from a Zoom meeting. The top bar shows five participants: Virginie VIREY, Attali Luisa, SGARE Grand-Est, patricia Jamouille, and RINGELE Monique. The main content area displays a slide titled "Vos propositions" (Your proposals) with the question: "Quelles autres idées proposeriez-vous pour lutter contre les discriminations envers les femmes dans leur accès aux soins ?" (What other ideas would you propose to fight against discrimination against women in their access to care?). A "+13" icon is visible in the bottom right corner of the slide.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Contact presse :

Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes,
de la Diversité et de l'Égalité des chances

01 42 75 62 75

presse-efh@pm.gouv.fr



Cap Collectif